

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul GUITON, 74 000 Annecy

Annecy, le 01 JUL. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 juin 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE DU LAC D'ANNECY (SILA)
LES ÎLES 7 rue des TERRASSES
BP 39 – 74 960 Annecy

Références : 20250611-RAP-InspectionUveSila
Code AIOT : 0006104565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juin 2025 dans l'établissement du SILA implanté 310 route du champ de l'Ale 74 650 Chavanod. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques: <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYND MIXTE DU LAC D ANNECY
- 310 route du champ de l'Ale 74650 Chavanod
- Code AIOT : 0006104565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est réglementé par arrêté préfectoral du 21 août 2023 pour les principales activités suivantes :

- incinération de déchets non dangereux,
- transit de déchets non dangereux stockés en balles,
- déchetterie pour les professionnels.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le SILA qui exploitait jusqu'alors les installations en régie, a fait appel à la société IDEX Environnement en qualité d'opérateur. Le SILA reste néanmoins l'exploitant et le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation.

L'établissement a fait l'objet d'importants travaux de requalification débutés en 2014, comprenant le remplacement de deux de ses trois fours initiaux et la suppression du troisième, le remplacement des dispositifs de traitement des fumées afin d'abaisser les rejets atmosphériques notamment en NOx et l'optimisation de la performance énergétique.

Thèmes de l'inspection : Déchets, Eau de surface, Plan de sobriété hydrique (PSH)

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles,
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète : lettre préfectorale, mise en demeure, sanction, levée de sanction...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie *a posteriori*, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suite proposée	Délai
3	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, art. 4	Demande d'action corrective	1 mois

fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Valorisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.7.2.2
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, point 9 de l'annexe 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Suite aux constats réalisés, nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes sous un délai d'un mois :

- transmettre un schéma de principe du réseau d'alimentation en eau du site de l'UVE faisant apparaître la position des compteurs et sous-compteurs. Le PSH que l'exploitant établira devra intégrer ce schéma et, le cas échéant, prévoir l'installation d'autres sous-compteurs,
- tenir à disposition de l'inspection des installations classées les éléments listés aux point 1 et 6 du I de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de :

- veiller à établir les éléments listés aux points 2 à 5 du I de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023 et à tenir à la disposition de l'inspection au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité, conformément au II de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023 précité,
- sur le chantier de la rue de l'artisanat à Poisy où des mâchefers ont été mis en œuvre, contrôler au moins visuellement, dès son achèvement, l'intégrité et l'étanchéité du revêtement « bicouche » qui constituera la couverture du parking et de nous transmettre ses conclusions avant fin août 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valorisation des mâchefers en technique routière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.7.2.2
Thème : Risques chroniques, Conditions de mise en oeuvre des mâchefers
<p>Prescription contrôlée : Les mâchefers peuvent, lorsque leurs caractéristiques le permettent (caractéristiques physico-chimiques et potentiel polluant), faire l'objet d'une valorisation dans les conditions fixées par la réglementation et notamment par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.</p> <p>L'exploitant vérifie, notamment au moyen d'un rapport établi par un hydrogéologue, que chaque chantier où l'utilisation des mâchefers de son établissement est envisagée répond bien aux critères applicables de valorisation liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage ou de l'aménagement projeté : implantation hors zone inondable, respect de la distance minimale par rapport à tout cours d'eau, contraintes liées aux captages d'alimentation en eau potable...</p> <p>L'exploitant s'assure, à l'issue de chaque chantier, de l'utilisation des mâchefers dans les conditions prévues et validées dans le rapport de l'hydrogéologue, quelle que soit l'entreprise qui a réalisé les travaux. Il doit pouvoir justifier du respect de ces conditions et tient les documents correspondants à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mâchefers seront identifiés par lots. Un plan de gestion et de suivi des lots doit être réalisé.</p> <p>Si les mâchefers ne peuvent être valorisés dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées au titre du code de l'environnement.</p>
<p>Constats : Nous avons examiné le chantier de valorisation des mâchefers en technique routière situé dans la zone de Calvi, rue de l'Artisanat, sur la commune de Poisy et consistant dans la réalisation d'un parking d'environ 150 places.</p> <p>Le projet a fait l'objet d'un avis favorable, établi le 24 avril 2025 par Madame Évelyne Baptendier, hydrogéologue, pour l'utilisation sur une surface de 5 500 m² d'un volume de mâchefers de type 1 de 5 418 m³, soit environ 9 750 t, sur une hauteur de 2,5 m au maximum. Précisons que la pente du terrain naturel est de 10 % et que celle du parking dans son état définitif ne sera plus que de 3 %.</p> <p>Nous nous sommes rendu sur le chantier et avons constaté que les mâchefers étaient en cours de mise en place par la société Mithieux TP, dans des conditions qui n'appellent pas d'observation.</p> <p>Les représentants de la société Mithieux nous ont indiqué que la mise en oeuvre des mâchefers avait débuté le 5 juin pour une durée de six semaines, dont deux pendant lesquelles les derniers lots destinés au chantier seraient traités sur la plateforme de l'UVE, avant livraison.</p> <p>L'exploitant nous a par ailleurs indiqué que les lots de production de mars à novembre 2024 et tout ou partie de celui de décembre 2024 seraient utilisés. Les résultats d'analyses de ces lots, présentés en séance, répondent aux critères du type 2, qualité supérieure au type 1 recommandé.</p>

Les représentants de la société Mithieux TP nous ont indiqué que la couverture du site consisterait en un revêtement « bicouche » et nous ont assuré de son imperméabilité. Ce point nous paraît devoir être contrôlé en fin de chantier par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de contrôler au moins visuellement, dès son achèvement, l'intégrité et l'étanchéité du revêtement « bicouche » qui constituera la couverture du parking et de nous transmettre ses conclusions avant fin août 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, point 9 de l'annexe 1
Thème : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : le point 9 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 donne quelques définitions et précise les usages industriels, artisanaux ou commerciaux exemptés de l'application de certaines dispositions relatives à la sécheresse.
Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site
Alerte : Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle Réduction de 25 % des volumes
Alerte renforcée : Registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m ³ /j Réduction de 50 % des volumes
Crise : Registre quotidien pour tout prélèvement supérieur à 100m ³ /j Interdit sauf impératifs sanitaires
Sont exemptés : <ul style="list-style-type: none"> les activités commerciales, artisanales et industrielles consommant : <ul style="list-style-type: none"> moins de 1 000 m³/an dans le milieu ou ; moins de 7 000 m³/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu). Une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités. ou les établissements ICPE bénéficient d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions quantitatives relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse ; ou les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum, notamment via la mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, ou via le respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité à travers un plan de sobriété hydrique (PSH) mis à jour tous les ans.
Constats : L'exploitant nous a indiqué qu'il n'avait pas de plan de PSH mais qu'il va en établir un dans les semaines à venir pour ne pas s'exposer aux restrictions de consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème : Risques chroniques, Données concernant la consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; 2. Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ; 3. Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ; 4. Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ; 5. Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ; 6. La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1^{er} janvier 2018. <p>II. L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1^{er}.</p> <p>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p> <p>Constats : L'exploitant nous a présenté ses consommations annuelles d'eau depuis de début de la requalification de l'usine, réalisée entre 2014 et 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2014 – 2016 : baisse de 325 000 à 85 000 m³ du fait du remplacement du traitement humide des fumées par un traitement sec, • 2016 – 2020 : relative stabilité des consommations entre 85 000 et 60 000 m³ du fait de travaux entraînant des arrêts des chaudières et limitant leur consommation d'eau de façon irrégulière, • 2020 – 2021 : traitement d'une grosse fuite du réseau d'eau de ville restée jusqu'alors non détectée, abaissant la consommation de 60 000 à 24 000 m³, • 2021 – 2024 : stabilité des consommations entre 17 000 et 25 000 m³, avec une moyenne de 22 000 m³ sur les 4 dernières années.

L'exploitant nous a indiqué que sa consommation actuelle d'eau d'adduction était destinée :

- pour 80 % du volume à la fabrication d'eau déminéralisée pour la chaudière,
- pour les 20 % restant à :
 - l'usage sanitaire,
 - la protection incendie,
 - l'apport d'eau dans les extracteurs de mâchefers lorsque le circuit d'eau recyclée est hors service (bouchage, problème de pompe...).

L'exploitant nous a présenté les enregistrements correspondant aux différentes consommations. Les volumes d'eau consommée sont comptabilisés par :

- un compteur général, relevé mensuellement, alimentant :
 - un sous-compteur de l'eau destinée à la fabrication d'eau déminéralisée, relevé quotidiennement,
 - un sous-compteur destiné aux appoints sur la boucle de chauffage urbain, relevé quotidiennement,
 - un sous-compteur des apports d'eau aux extracteurs de mâchefers, relevé quotidiennement,
 - les sanitaires du site ainsi que les eaux d'incendie qui ne disposent pas de sous compteur, leur consommation étant déduite par soustraction,
- un compteur correspondant aux autres usages, relevé mensuellement, alimentant :
 - un sous-compteur relevé mensuellement de l'eau de lavage des sols du local des déchets non dangereux d'activités des entreprises,
 - un sous-compteur relevé mensuellement de l'eau de la déchetterie voisine, non exploitée par le SILA et non réglementé dans l'arrêté d'autorisation du 21 août 2023,
 - un sous-compteur relevé mensuellement de l'eau des sanitaires du local d'accueil et de pesage, et de la base vie de l'établissement.

Il apparait que les deux compteurs principaux totalisent des eaux sanitaires et industrielles qui ne correspondent pas exclusivement à l'établissement exploité par le SILA. C'est notamment le cas des eaux d'appoint de la boucle de chauffage urbain et des eaux de la déchetterie.

L'exploitant nous a par ailleurs indiqué qu'il n'avait pas formalisé les éléments listés aux point 1 et 6 du I de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023.

Précisons que l'eau consommée provient du réseau d'adduction et que les rejets sont traités à la station d'épuration d'Annecy Cran Gevrier dont l'exutoire est le Fier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre un schéma de principe de son réseau d'eau faisant apparaître la position des compteurs et des sous-compteurs. Le PSH que l'exploitant établira devra intégrer ce schéma et, le cas échéant, prévoir l'installation d'autres compteurs ou sous-compteurs.

En outre, l'exploitant devra, sous un mois, tenir à disposition de l'inspection des installations classées les éléments listés aux point 1 et 6 du I de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023.

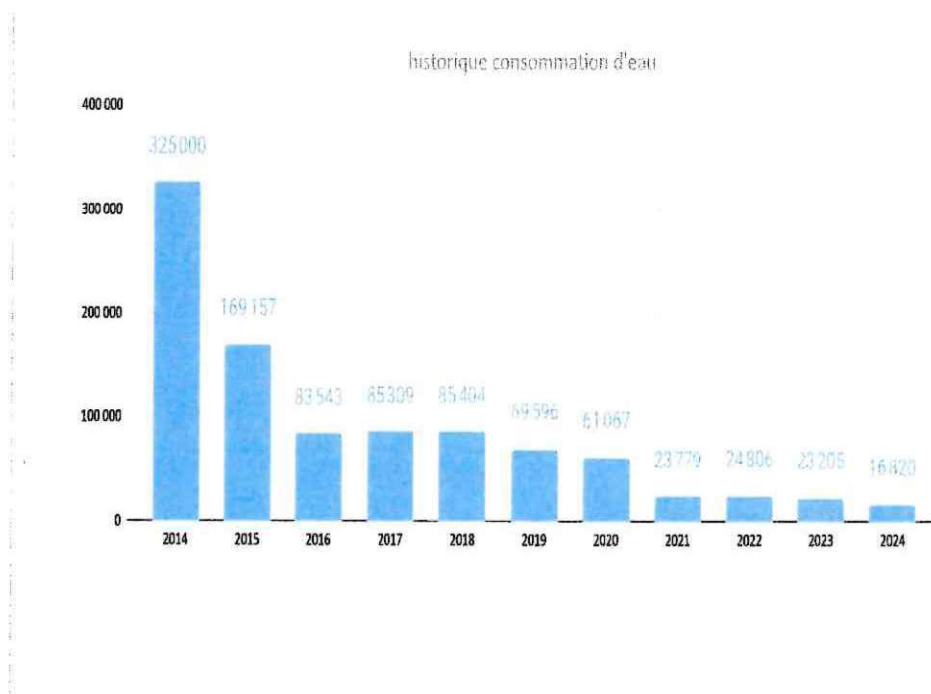
Les éléments listés aux points 2 à 5 du I de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023 devront être établis et tenus à la disposition de l'inspection au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité, conformément au II de l'article 4 de l'arrêté du 30 juin 2023 précité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE



Commentaires :

Prélèvement maximal autorisé dans le réseau public de distribution (Article 2.4.2.1 de l'AP de 2011)	1 350 m³/j
Correspondant à une activité de traitement des fumées humide et une consommation de :	325 000 m³

Proposition de prélèvement maximal autorisé suite aux différents travaux de requalification

Activité moyenne des 3 dernières années	23 930 m³
max appoint d'eau déminéralisée des deux dernières années	141 m³/j
Alimentation journalière à 100% eau de ville des extracteurs	14 m³/j
Consommation max eau de ville bâtiment administratif + RIA	15 m³/j
Total	170 m³/j
Proposition de prélèvement maximal journalier	200 m³/j
Proposition de prélèvement maximal annuel (max journalier x nombre de jours annuel)	30 000 m³